

Le Vietnam libère la dissidente « Mère Champignon »

La blogueuse a été expulsée vers les Etats-Unis le jour de la visite du secrétaire d'Etat à la défense, James Mattis

BANGKOK - correspondant
en Asie du Sud-Est

L'expulsion vers les Etats-Unis, mercredi 17 octobre, d'une dissidente vietnamienne emprisonnée n'est pas la manifestation d'une soudaine clémence du régime de Hanoï, qui se montre de plus en plus répressif en matière de droits de l'homme: la blogueuse et critique du pouvoir communiste Nguyen Ngoc Nhu Quynh, âgée de 39 ans, a été libérée de manière anticipée le jour où le secrétaire d'Etat à la défense américain, James Mattis, effectuait une visite officielle au Vietnam.

En relâchant cette jeune femme incarcérée depuis 2016 et condamnée en juin 2017 à dix ans de prison pour « *propagande contre l'Etat* », Hanoï démontre l'importance que revêt la bonne tenue de la relation avec l'ancien ennemi américain dans le contexte de la montée en puissance régionale de la Chine, rivale de toujours des Vietnamiens. Ces derniers sont en conflit larvé avec Pékin au sujet des archipels des Spratleys et des Paracels, dont plusieurs pays d'Asie du Sud-Est revendiquent la souveraineté. Et, au premier chef, la Chine et le Vietnam.

Ce dernier pratique ainsi aujourd'hui ce que la Chine faisait avant le tour de vis autoritaire impulsé par le président Xi Jinping sur les droits de l'homme: expulser certains dissidents, quand il s'agit de faire un geste politique, lors d'une visite d'un dignitaire étranger.

Sans compter que le régime de Hanoï recourt également, depuis un certain temps, à une stratégie d'« expulsions sélectives » de certains critiques emprisonnés. Entre autres exemples, le blogueur Dieu Cay avait été libéré en 2014,

Nguyen Ngoc

Nhu Quynh avait critiqué la gestion d'un désastre écologique causé par une entreprise taïwanaise

puis expulsé vers les Etats-Unis, alors qu'il purgeait une peine de prison de douze ans. En juin 2017, l'universitaire franco-vietnamien Pham Minh Hoang avait été déchu de sa nationalité et expulsé vers la France. Un an plus tard, le 17 juin, l'avocat des droits de l'homme Nguyen Van Dai et son assistante, Le Thu Ha, avaient été libérés, avant de s'exiler en Allemagne.

« Mère Champignon », qui signait son blog de ce surnom que lui avait donné sa fille, dénonçait depuis plusieurs années la corruption et la répression dans son pays. Et avait acquis une réputation internationale en 2017, quand la première dame des Etats-Unis, Melania Trump, lui a décerné *in absentia* le Prix international de la femme de courage du département d'Etat.

Nguyen Ngoc Nhu Quynh avait particulièrement irrité les autorités vietnamiennes après avoir vertement critiqué la gestion calamiteuse par le régime d'un désastre écologique sans précédent, en mai 2016: cette année-là, une aciérie appartenant à l'entreprise taïwanaise Formosa avait relâché dans l'océan des produits toxiques qui provoquèrent la mort de millions de poissons.

Dernièrement, le gouvernement vietnamien avait rendu encore plus difficiles les conditions de détention de la blogueuse: elle avait été déplacée dans une prison située à plusieurs centaines de kilomètres de sa ville natale de Nha Trang, au centre du pays. Il

était ainsi devenu plus compliqué pour sa famille de lui rendre visite, compte tenu de la distance. C'est peut-être cette ultime mesure qui aura eu raison de la volonté de M^{me} Quynh: « *Il était temps de penser à ma famille et j'ai pris la décision [d'accepter l'expulsion], au nom de l'avenir de mes enfants* », a-t-elle déclaré à son arrivée au Texas.

Concentration des pouvoirs

Une série de décisions qui viennent d'être prises par le pouvoir vietnamien rappelle cependant que l'élargissement de la blogueuse ne signifie pas que le régime entende relâcher sa pression contre ceux qui osent le critiquer. Le dissident Nguyen Dinh Thanh, 27 ans, accusé d'avoir « *distribué du matériel de propa-*

gande hostile à l'Etat », a été condamné mercredi à sept ans de prison. Un autre dissident, Le Dinh Luong, a vu jeudi 18 octobre sa peine de vingt ans de prison confirmée en appel dans la province de Nghe An. Cinq autres militants, accusés d'appartenir à une organisation politique clandestine, avaient été condamnés le 5 octobre à des peines allant de huit ans à quinze ans de prison.

Le contexte politique n'augure rien de très réjouissant en matière de respect des droits de l'homme. A la suite de la mort brutale du président Tran Dai Quang, le mois dernier, le comité central du Parti communiste vietnamien (PCV) a annoncé que son puissant chef, le très conservateur Nguyen Phu Trong, va remplacer le dignitaire disparu. M. Trong va ainsi cumuler deux des trois postes-clés du système, alors que le pouvoir vietnamien était traditionnellement réparti entre les fonctions de secrétaire général du PCV, de chef de l'Etat et de premier ministre. L'annonce illustre ainsi une plus forte concentration du pouvoir au sommet de l'appareil. ■

BRUNO PHILIP